

suite de la très grave crise économique que traverse le Mexique depuis le début de l'année.

Continuité de la politique extérieure

Il y a néanmoins un domaine où l'on peut parler sans risque de continuité: la politique étrangère constitue un champ d'action où le Mexique a établi depuis fort longtemps quelques grands et généreux principes. Avec MMH, le Mexique va certainement maintenir l'amitié et la collaboration financière et pétrolière qu'il a pratiquée jusqu'ici à l'égard de Cuba et du Nicaragua. Appui également aux forces progressistes représentées par le F.D.R.-F.M.L.N. (Front démocratique révolutionnaire et Front Farabundo, parti de libération nationale représentant les insurgés non armés et armés au Salvador). Depuis le début des années 70, l'appui aux mouvements de libération est devenu une sorte de règle implicite de la politique étrangère du Mexique et fait partie de la stratégie de ce pays pour contenir, à sa frontière sud, les mouvements révolutionnaires politiques et sociaux centre-américains et, sur sa frontière nord, pour protéger une souveraineté trop souvent violée par le passé.

Dans le conflit des Iles Malouines, le président élu De La Madrid a renforcé l'appui du président en poste, Lopez Portillo, en faveur des "droits historiques de l'Argentine" tout en blâmant la manière forte utilisée par le gouvernement argentin pour reprendre *las islas Malvinas*. On voit mal, par ailleurs, que le nouveau président du Mexique puisse abandonner la ferveur mexicaine pour la solidarité latino-américaine, pour un nouvel ordre économique mondial et un véritable dialogue nord-sud. Ce dialogue est considéré comme rompu, de ce côté-ci du Rio Grande, où l'on a vu se tracer une ligne de démarcation très nette entre les pays riches du nord appuyant l'Angleterre et punissant l'Argentine de sanctions économiques et les pays pauvres du sud interprétant la réaction britannique à l'égard des Falkland Islands comme un sursaut de vieux colonialisme. Certes, on peut tout de même s'attendre à un changement de style, M. De La Madrid n'ayant manifesté jusqu'ici ni la fougue ni le goût du leadership international de son prédécesseur.

Le plus difficile pour De La Madrid sera peut-être de revenir à l'ancienne politique de solidarité sur la scène pétrolière. La révolution iranienne, puis la guerre Irak-Iran, ont propulsé le Mexique au quatrième rang des pays exportateurs de pétrole. Le Mexique ne fait pas partie de l'Organisation des pays producteurs de pétrole — le pétrole n'étant pas son unique produit d'exportation comme le stipule un règlement de l'O.P.E.P. — mais il a réussi à observer une sorte de solidarité de principes et de prix jusqu'à la crise qui ébranle depuis plus d'un an l'économie des pays pétroliers. M. De La Madrid voudra-t-il ramener le Mexique dans le camp de la solidarité tiers-mondiste ou bien sera-t-il plutôt tenté par réalisme politique et économique, et peut-être même à cause des affinités acquises à Harvard, de céder aux forces centrifuges nord-américaines?

Le "renouveau moral"

Sur la scène intérieure, l'homme qui prendra en mains le destin du Mexique, le 1er décembre prochain, aura devant lui une tâche titanesque,